

Résolution présentée par la délégation de la

République française

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Reconnaissance de la mort assistée comme un droit de l'homme

L'Assemblée Générale,

Indignée par l'irrespect du droit fondamental de disposer de son corps, donc à l'intégrité physique,

Déplorant l'acharnement médical se déroulant souvent à l'encontre de la volonté des patients, trop en douleur pour le refuser,

Favorisant le respect du serment d'Hippocrate par l'entière des médecins, qui promeut une aide utile au patient,

Rappelant le coût financier qu'engendrent les soins médicaux des personnes les plus souffrantes n'ayant plus la volonté de vivre, qui pourraient être évités,

Remarquant que l'Eglise reconnaît la mort comme partie intégrante de la vie et donc le fait de la repousser en désaccord avec l'approche chrétienne qui affirme que la mort n'est pas un mal absolu à vaincre, en résumé que le modèle médical actuel qui tend à repousser les limites de la mort est donc en contradiction avec la pensée du Christ,

Constatant une amélioration du processus de deuil de la part de l'entourage suite à une mort assistée, notamment grâce à un suivi qui donne une forme de compréhension à la famille,

Encourageant le droit à une mort digne et humaine dans une situation où la mort est inéluctable à court terme et les souffrances physiques incoercibles.

Décide De faire reconnaître le droit à la mort assistée dans les droits de l'homme pour les personnes possédant la majorité internationale de vingt et un an et capables de discernement.

*Le texte français fait foi*